

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations



Rapport d'évaluation

Master Histoire, histoire de l'art, géopolitique

Université de Reims Champagne-Ardenne

Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)

Rapport publié le 14/06/2017

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2016-2017
sur la base d'un dossier déposé le 13 octobre 2016

Champ(s) de formations : Arts, lettres, langues, sciences humaines

Établissement déposant : Université de Reims Champagne-Ardenne

Établissement(s) cohabilité(s) : /

Présentation de la formation

La mention de master *Histoire, histoire de l'art, géopolitique* de l'Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA), intégrée dans la ComUE Université de Champagne, s'inscrit désormais dans le périmètre de la nouvelle région Grand-Est. Elle est composée de deux spécialités très distinctes et identifiables, sous les noms *Histoire et histoire de l'art* et *Géopolitique*. Cette mention est issue de l'intégration de la spécialité *Géopolitique* (anciennement dépendante d'une autre mention *Etudes européennes et internationales*) dans la mention *Histoire et histoire de l'art* lors du précédent contrat. La première spécialité est elle-même divisée en deux parcours, *Recherche histoire et histoire de l'art*, et *Parcours professionnel en archéologie, savoirs et savoir-faire en archéologie* - ce dernier ayant disparu faute d'étudiants. La spécialité *Géopolitique* a permis entre 2010 et 2015, de délivrer un diplôme conjoint francophone entre l'URCA et la faculté de science politique et de relations internationales de l'Université Matej Bel (Banska Bystrica, Slovaquie).

Les objectifs sont classiquement ceux de formation à la recherche (par la recherche) et plus globalement de maîtrise de connaissances spécifiques (dans les deux spécialités), aussi et surtout des capacités de maîtrise du rapport écrit et de l'exposé oral. Les débouchés sont majoritairement en rapport avec l'enseignement du second degré pour la spécialité *Histoire et histoire de l'art*, et globalement dans le domaine de la recherche et de l'expertise (consulting) pour la spécialité *Géopolitique*. Ces formations sont dispensées uniquement en présentiel, sur le seul site de l'université de Reims.

Analyse

Objectifs
<p>La mention expose clairement sa volonté de donner aux étudiants une solide formation à la méthodologie de la recherche. Les deux spécialités renseignent bien, chacune pour leur compte, leurs objectifs de professionnalisation et / ou de poursuite d'études d'abord vers la recherche doctorale, mais également vers des débouchés professionnels variés. La spécialité <i>Histoire et histoire de l'art</i> répond aux attendus classiques des formations visant à la formation de chercheurs, d'enseignant-chercheurs ou d'enseignants (près de 50 % des débouchés, selon les analyses de l'insertion). La spécialité <i>Géopolitique</i> relève de compétences tout autres (ce qui rend bien étrange l'alliage au sein d'une même mention). La cohérence de cette mention n'est pas naturelle, comme le signale d'ailleurs le rapport d'autoévaluation.</p>

Organisation
<p>Résultat de la réunion de deux mentions distinctes, ce master offre aujourd'hui deux spécialités parfaitement lisibles pour les étudiants, <i>Histoire et histoire de l'art</i> et <i>Géopolitique</i>. On peine toutefois à comprendre le lien effectif au sein de la mention, sur le plan purement scientifique. La première spécialité est elle-même divisée en deux parcours, <i>Recherche histoire et histoire de l'art</i>, et <i>Parcours professionnel en archéologie, savoirs et savoir-faire en archéologie</i> - mais ce dernier a disparu faute d'étudiants. La spécialité <i>Géopolitique</i> permettait entre 2010 et 2015, de délivrer un diplôme conjoint francophone entre l'URCA et la faculté de science politique et de relations internationales de l'Université Matej Bel (Banska Bystrica, Slovaquie). Le rapport d'autoévaluation de la formation note que la dissymétrie, quant à l'attractivité notamment, a fait que ce contrat a été rompu en 2015. De la même façon, un partenariat avec l'école de commerce Reims Management School renommée NEOMA, pour la délivrance d'un double diplôme au niveau licence, a également été rompu en 2014. Ce partenariat permettait un apport d'étudiants non négligeable. C'est donc une rupture dommageable pour la formation. Enfin, la spécialité <i>Histoire et histoire de l'art</i> regrette de ne pouvoir faire aboutir une collaboration avec le parcours <i>Sauvegarde et valorisation du patrimoine</i> de la spécialité <i>Lettres</i> du master <i>Lettres, langues et cultures étrangères</i> du Centre universitaire de Troyes. Globalement, il apparaît que la mention, dans sa totalité, semble bien isolée.</p>
Positionnement dans l'environnement
<p>La mention dans ses deux composantes est adossée aux laboratoires Centre d'Etudes et de Recherche en Histoire Culturelle (CERHiC - EA 2616) et Habiter (EA 2076). C'est par le biais notamment de quatre séminaires thématiques (dont trois sont dans les axes du CERHiC) que ce master s'inscrit pleinement dans l'activité de recherche régionale. On trouve également de nombreuses occasions pour que les étudiants soient en contact avec la recherche, en qualité d'observateurs passifs : UE « actualité de la recherche », colloques et autres manifestations scientifiques.</p> <p>En revanche, la mention ne semble guère positionnée dans le tissu des entreprises et associations. La recherche des stages relève de l'initiative propre des étudiants, faute de moyens pour l'encadrement.</p> <p>Pour la spécialité <i>Histoire et histoire de l'art</i>, cette offre de formation souffre d'une concurrence avec Paris (mais elle se distingue des autres formations régionales (Amiens, Nancy-Metz, Strasbourg), en raison de positionnements différents. La spécialité <i>Géopolitique</i> bénéficie d'une situation de quasi-monopole dans le Grand-Est mais sa situation est comparable à l'autre spécialité vis-à-vis de Paris.</p>
Equipe pédagogique
<p>Le dossier déposé par l'établissement, assez peu lisible au demeurant, indique une assez bonne répartition des tâches. L'équipe est importante et suffisamment diversifiée pour répondre aux exigences des deux spécialités. S'y ajoutent judicieusement quelques intervenants extérieurs, si l'on en juge le déclaratif du rapport (sans pour autant qu'une liste des enseignants-chercheurs et chargés de cours, avec leurs spécialités, puisse confirmer les propos du rédacteur). Le dossier se fait aussi l'écho de l'inquiétude concernant la spécialité <i>Histoire et histoire de l'art</i>, pouvant être fragilisée avec le départ en retraite de trois professeurs. Les réunions sont régulières et relèvent d'une organisation de type « département ».</p>
Effectifs, insertion professionnelle et poursuite d'études
<p>Le rapport n'est pas très clair sur la question des effectifs en <i>Histoire et histoire de l'art</i> (du fait de la perte du parcours archéologie). Cependant, les effectifs restent assez constants (autours de 50 étudiants). Pour la spécialité <i>Géopolitique</i>, les effectifs sont stables (également autours de 50 étudiants), y compris après le retrait des étudiants slovaques.</p> <p>L'analyse des chiffres de l'insertion est très peu fiable puisque seuls 36 % des diplômés contactés ont répondu à l'enquête interne de l'équipe, en l'absence de données de l'organisme universitaire. On ne peut donc en tirer de conclusion raisonnable. Enfin, une réflexion semble en cours pour élargir la formation <i>Histoire et histoire de l'art</i> vers d'autres débouchés que l'enseignement, autrement dit les métiers de la culture et du patrimoine et de l'art.</p>
Place de la recherche
<p>La place de la recherche dans la formation est très bonne et répond en cela aux attentes de ce type de formation à la recherche par la recherche. Les acteurs de cette mention ont un réel souci d'adosser la formation à la recherche, en faisant participer les étudiants aux activités de recherche des laboratoires de référence sur le site. Les deux laboratoires Habiter et CERHiC soutiennent activement la formation, offrant aux étudiants de bénéficier d'une application pratique de la recherche (séminaires, conférences, colloques...) aux enseignements théoriques dispensés dans les séminaires. En dehors de ces points déjà évoqués dans l'item « Positionnement dans l'environnement », relevons que dans la spécialité <i>Histoire et histoire de l'art</i>, une incitation à la publication s'est traduite par des résultats listés dans le rapport. Dans la spécialité <i>Géopolitique</i>, les « meilleurs mémoires » sont publiés en ligne sur HAL.</p>

Place de la professionnalisation
<p>Le propos est trop général pour en tirer des informations quant à la place de la professionnalisation, hormis l'objectif attendu de formation au « métier d'historien » (pour la spécialité <i>Histoire et histoire de l'art</i>). Il en est de même pour la spécialité <i>Géopolitique</i>, qui précise que la formation n'est pas spécifiquement professionnalisante. Pour le reste, l'analyse croisée de la maquette et de la « certification professionnelle » montre une adéquation évidente, nonobstant le fait que la dominante recherche peut provoquer un décalage avec « les potentiels champs d'application des compétences des deux disciplines concernées »: le dossier reste encore assez général et peu détaillé. Il mentionne qu'une réflexion sur ce point est en cours : on ne peut que l'encourager. Au final, cette formation vise à offrir des enseignements rigoureux et de grande qualité scientifique. La bonne réussite aux concours d'enseignement témoigne de l'acquisition lors du master de connaissances historiques et scientifiques de bon niveau.</p>
Place des projets et des stages
<p>Les stages sont nouvellement mis en place dans la spécialité <i>Histoire et histoire de l'art</i>, mais pour une durée de deux semaines, ce qui semble très court. Dans la spécialité <i>Géopolitique</i>, l'étudiant doit choisir entre la rédaction du mémoire de recherche (et soutenance) ou du rapport de stage (de deux mois minimum). Pour ces deux disciplines académiques classiques, on peut comprendre a priori que les stages n'apparaissent pas comme une priorité. En revanche, compte tenu des débouchés dans la spécialité <i>Géopolitique</i>, une judicieuse politique d'incitation semble être en place, ce qui apparaît indispensable tant la formation a une vocation professionnalisante.</p>
Place de l'international
<p>Les deux spécialités ont des résultats similaires en termes de mobilité. En <i>Histoire et histoire de l'art</i>, la mobilité entrante est assez forte, puisque cinq à quatorze étudiants selon les années suivent cette formation (en provenance d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, de Bulgarie, d'Irlande, d'Angleterre, du Brésil, de l'Australie), pour des effectifs globaux pourtant modestes. La mobilité sortante est en revanche très faible (ce qui est classique pour des universités de ce type). Dans la spécialité <i>Géopolitique</i>, on retrouve le même écart entre mobilité entrante et sortante, alors même que cette spécialité avait pour spécificité de délivrer un diplôme conjoint jusqu'en 2015.</p> <p>Les deux spécialités n'ont pas le même rapport aux enseignements en langue étrangère. Fort dans le master <i>Géopolitique</i> (qui dispense plusieurs cours en anglais), ce lien est faible en <i>Histoire et histoire de l'art</i>, en raison des faibles compétences en langue des étudiants.</p>
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite
<p>Le recrutement se fait sur dossier en première année de master (M1), et également en deuxième année (M2) pour la seule spécialité <i>Géopolitique</i>.</p> <p>Assez logiquement, il n'existe aucun passage d'une spécialité à l'autre, ce qui confirme l'artificialité de la mention.</p> <p>La disparité des dispositifs de remise à niveau (inexistants en histoire, et possibilité de suivre des séminaires de M1 pour les nouvelles recrues de M2) est logique : le bon niveau des étudiants en histoire ne rend pas nécessaires les passerelles. Pour la spécialité <i>Géopolitique</i>, le niveau en langue anglaise est pris en considération, puisque des enseignements sont dispensés dans cette langue.</p>
Modalités d'enseignement et place du numérique
<p>Les enseignements sont en mode présentiel pour l'ensemble de la mention. Il n'existe pas de modalité de suivi de compétences acquises par l'étudiant : on doit s'interroger sur les raisons. La procédure de validation des acquis de l'expérience (VAE) est mentionnée, mais sans aucun détail sur l'existence ou non de demande.</p> <p>Les deux spécialités ont des expériences logiquement hétérogènes du numérique : au stade marginal pour l'histoire, le numérique est un outil indispensable en géopolitique (géomatique, formation à la recherche en ligne, recherche sur base de données, etc.). Il faut souligner un autre point positif : un projet de MOOC avec l'UFR est en cours pour la spécialité <i>Géopolitique</i>.</p>

Evaluation des étudiants
<p>On s'étonnera que les jurys d'année en histoire soient constitués des seuls professeurs des universités (sans les maîtres de conférences (MCF) et MCF habilités à diriger des recherches (MCF-HDR)). Les modalités d'évaluation sont classiques, au gré des spécificités des matières ou thématiques enseignées, des mémoires ou rapports rédigés (et soutenus). Par ailleurs, l'évaluation des étudiants est correctement diversifiée, avec une alternance, selon les UE, de devoirs sur table, de remise de dossiers ou de présentations orales. En outre, la rédaction du mémoire d'étape en M1 et de mémoire de recherche en M2 ou de rapport de stage en M2, constitue un autre critère d'évaluation, décisif en termes d'ECTS (30/120, soit ¼ des crédits).</p>
Suivi de l'acquisition de compétences
<p>Pour la spécialité <i>Histoire et histoire de l'art</i>, il n'existe aucun livret de l'étudiant ou portefeuille de compétences, ce qui confirme une relative absence de pilotage de la spécialité (et <i>a fortiori</i> de la mention). Pour la spécialité <i>Géopolitique</i>, il existe une charte des mémoires et des rapports de stage.</p>
Suivi des diplômés
<p>Les données fournies par l'OSIPE ne sont pas exploitables, d'où la construction et la réalisation d'une enquête propre de la formation. Malheureusement, les résultats sont eux-mêmes peu exploitables, en raison du faible taux de réponse (36 %). Autrement dit, aucune analyse n'est possible.</p>
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation
<p>Les deux conseils de perfectionnement ne sont pas au même niveau d'installation ni d'efficacité : on s'étonne qu'il n'existe pas un seul et unique conseil de perfectionnement pour la mention, même si cet aspect négatif est en cours de résolution : la formation va se doter d'un conseil de perfectionnement à l'échelle de la mention en 2016-2017.</p> <p>Aussi, l'autoévaluation se fait par le biais des réunions (régulières) des deux spécialités. Sans que le rapport soit très clair sur ce sujet, il semble qu'un conseil de perfectionnement existe dans la spécialité <i>Géopolitique</i>. La lecture du rapport laisse supposer que dans cette spécialité, l'autoévaluation s'en tient à des remontées d'informations des délégués étudiants. Il semble donc ne pas exister de procédure d'enquêtes systématiques d'évaluation des enseignements par les étudiants. Enfin, une enquête interne des enseignants sur le fonctionnement de leur formation a été mise en place très récemment. Là encore, il semble ne pas exister d'évaluation des enseignements par les étudiants. Ces différents points montrent un déficit dans le processus de pilotage à l'échelle de la mention ; il est apparemment en cours de résolution.</p>

Conclusion de l'évaluation

Points forts :

- Effectifs relativement stables (bonne attractivité).
- Formation académique à la recherche sérieuse.
- Bonne politique des stages dans la spécialité *Géopolitique*.

Points faibles :

- Artificialité de la mention, par adjonction de deux anciennes mentions.
- Absence de pilotage de la mention, et pilotage de chacune des spécialités seulement en cours de mise en place.

Avis global et recommandations :

Chacune des deux spécialités aux traditions disciplinaires spécifiques apparaissent très autonomes et parallèles. La formation ne propose aucun séminaire ou tronc commun de formation, ni aucun passage d'une spécialité à l'autre. Les régimes de ces deux spécialités sont souvent très différents, du fait des cultures disciplinaires spécifiques et des histoires propres de chacune d'entre elles (cours dispensés en langue étrangère, durée des stages, conseils de perfectionnement, recrutement en M2 sur dossier, dispositif de remise à niveau, place du numérique, sont autant de pratiques qui diffèrent). Si chacune de ces spécialités semble pointues scientifiquement dans son domaine, avec une assez bonne attractivité dans un environnement pas toujours favorable, on comprend difficilement l'alliage autrement que de circonstance. On peut s'interroger sur l'artificialité de cette mention, qui, malgré des objectifs de recherche communs (et à peu près communs à tous les masters recherche...) n'ont pas les mêmes vocations. Le retard pris dans les processus d'autoévaluation et de mise en place du conseil de perfectionnement commun à la mention conduit à une nette fragilité de l'édifice, partiellement compensée par des équipes spécifiques compétentes, apparemment soudées et orientées vers un suivi sérieux et efficace des étudiants.

Il conviendrait donc de repenser intégralement l'architecture de cette mention, sa scission et/ou son déploiement dans l'offre générale du champ. Si les formations liées aux questions du patrimoine s'installent sur le site de Troyes, une reconfiguration de cette mention pourrait être étudiée. Le contexte est certes complexe (notamment en raison de la perte de la collaboration avec l'École de Commerce NEOMA), mais en l'état, l'absence de toute articulation entre ces deux spécialités, que corrobore l'absence de conseil de perfectionnement au niveau de la mention, rend problématique sa cohérence et sa lisibilité.

Dans l'attente de ces mutations majeures, les dispositifs de pilotage de la formation et de suivi des étudiants devraient être mis en place effectivement ou renforcés (comme, par exemple, la constitution d'un livret de compétences qui pourrait être envisagée).

Observations de l'établissement

Reims, le 22 mars 2017

***Le Président de l'Université de Reims
Champagne-Ardenne***

N/Réf. : /2017/MH/DEVU

Affaire suivie par Mme Mélanie HOFFERT

À

Monsieur Michel COSNARD
Président du Hcéres

Objet : Retour sur le rapport d'évaluation du master *Histoire, histoire de l'art, géopolitique*

Monsieur le Président,

L'Université de Reims Champagne-Ardenne tient à remercier l'ensemble des personnels du Hcéres, ainsi que les experts qui ont mené l'ensemble des évaluations de nos formations. Les remarques et recommandations qui ont été faites nous seront très utiles pour finaliser notre nouvelle offre de formation.

Vous trouverez ci-après la réponse du responsable de la formation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.



Guillaume GELLÉ

Commentaires du responsable de la formation :

Les deux spécialités Histoire et histoire de l'art et Géopolitique seront disjointes en deux mentions distinctes à partir de 2018, les deux spécialités fonctionnant chacune assez indépendamment comme le soulignait le rapport. Les bons rapports entre ces deux ensembles se perpétueront cependant dans les maquettes proposées par les nouvelles mentions Histoire et Géopolitique via des enseignements donnés dans le master Géopolitique par des enseignants du département d'Histoire (en Histoire moderne, sur le Moyen Orient). S'y ajoute dans les nouvelles maquettes proposées le suivi par tous les étudiants de géopolitique d'une des fortes UE d'histoire transversale au cours de leurs cursus.

L'absence d'un certain nombre d'instances de gouvernance était dû en grande partie à un turn over très rapide des enseignants-chercheurs, accompagné d'une chute brutale du nombre d'enseignants-chercheur, et en particulier de professeurs (surtout en Histoire) : le bon fonctionnement du master serait grandement facilité par de nouveaux recrutements à ce niveau. Par ailleurs, les collègues encore en poste se sont déjà engagés à faire vivre les instances nécessaires au bon fonctionnement du diplôme, tout en continuant le suivi attentif et sérieux des étudiants qui a été relevé dans le rapport d'évaluation. Le travail sur les nouvelles maquettes a été l'occasion de repenser et renforcer le pilotage des spécialités et de réfléchir sur les compétences.

Les nouvelles maquettes proposées pour 2018 correspondent aux recommandations de l'évaluation, en réalisant une scission entre Histoire, histoire de l'art d'un côté et Géopolitique de l'autre, et en renforçant la cohérence de chaque mention, et leurs spécificités, notamment par un rapprochement plus explicite et cohérent avec les thématiques des laboratoires de recherche sur lesquels s'adosent les nouvelles mentions de master envisagées.

La maquette qui est proposée pour l'Histoire à partir de 2018 vise ainsi notamment à donner une plus grande cohérence à l'association entre enseignement et recherche, en mettant en valeur les axes du CERHIC, tout en conservant bien entendu les modules d'actualité de la recherche et les séminaires du laboratoire, qui assuraient déjà un contact fort entre les étudiants et la recherche dans ce qu'elle a de plus concret. Chaque semestre (en dehors du S4, où la rédaction du mémoire est privilégiée), la nouvelle maquette propose deux UE offrant des cours transversaux, centrés chacun sur une thématique (en M1, des "thématiques transversales de recherche en histoire culturelle" pour lesquelles les enseignants d'Histoire et d'Histoire de l'Art s'associent pour présenter avant tout les enjeux conceptuels et les nouveautés historiographiques d'un sujet sur le long terme et/ou dans une perspective pluridisciplinaire). En M2, des enseignements liés aux différents axes du CERHIC permettront d'approfondir cette approche transversale, en traitant plus particulièrement de la fabrique ou de la contestation des normes ou encore de la visibilité et de l'expression des pouvoirs.

La progressivité des enseignements a également été privilégiée dans le nouveau projet, pour renforcer les compétences spécifiques apportées par le master en termes de formations techniques notamment, ce qui a enrichi la réflexion sur les compétences dont le rapport d'évaluation souligne l'importance.

La progression des étudiants était en effet entravée dans l'ancienne maquette de la spécialité Histoire, histoire de l'art par la mutualisation des séances entre M1 et M2, notamment pour les enseignements techniques. Cette progressivité va de pair avec une attention à l'accroissement de la part des compétences techniques acquises au cours du master. Celles-ci sont en effet particulièrement valorisables pour les étudiants.

Les étudiants seront amenés à suivre davantage de cours techniques (épigraphie, paléographie, connaissance du livre et de ses usages, histoire de l'art...) au sein d'une offre plus ciblée et rattachée à des thématiques plus précises, pouvant fédérer plusieurs enseignants. Les techniques attachées aux compétences rédactionnelles et typographiques seront également favorisées, toujours en continuité avec l'offre de licence. L'informatique est essentielle pour un champ d'étude très lié aux

humanités numériques, et cet aspect est renforcé dans les nouvelles propositions de maquette, comme le préconise l'évaluation.

De même, il a semblé nécessaire de donner davantage de place à l'enseignement des langues. On a décidé à ce sujet d'établir une forte continuité des enseignements avec la licence, où une offre forte en langue ancienne doit faire son apparition.

